

Arrest

nr. 209 728 van 20 september 2018
in de zaak RvV X / II

In zake: X

Gekozen woonplaats: ten kantore van advocaat M. SANGWA POMBO
Oudergemlaan 68/31
1040 BRUSSEL

tegen:

de Belgische staat, vertegenwoordigd door de staatssecretaris voor Asiel en Migratie
en Administratieve Vereenvoudiging.

DE WND. VOORZITTER VAN DE IIde KAMER,

Gezien het verzoekschrift dat X, die verklaart van Congolese (D.R.C.) nationaliteit te zijn, op 19 april 2018 heeft ingediend om de schorsing van de tenuitvoerlegging en de nietigverklaring te vorderen van de beslissing van de gemachtigde van de staatssecretaris voor Asiel en Migratie en Administratieve Vereenvoudiging van 15 februari 2018 houdende de verwerping van een aanvraag om machtiging tot vestiging.

Gezien titel I bis, hoofdstuk 2, afdeling IV, onderafdeling 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Gezien de beschikking houdende de vaststelling van het rolrecht van 23 april 2018 met referentenummer X

Gezien de nota met opmerkingen en het administratief dossier.

Gelet op de beschikking van 9 juli 2018, waarbij de terechtzitting wordt bepaald op 14 september 2018.

Gehoord het verslag van rechter in vreemdelingenzaken S. DE MUYLDER.

Gehoord de opmerkingen van advocaat A. HAEGEMAN, die loco advocaat M. SANGWA POMBO verschijnt voor de verzoekende partij, en van advocaat A. DE WILDE, die loco advocaat D. MATRAY verschijnt voor de verwerende partij.

WIJST NA BERAAD HET VOLGENDE ARREST:

1. Nuttige feiten ter beoordeling van de zaak

1.1. Op 9 januari 2018 dient de verzoekende partij een aanvraag om machtiging tot vestiging in.

1.2. Op 15 februari 2018 wordt voormelde aanvraag verworpen. Dit is de bestreden beslissing, die luidt als volgt:

“Gelet op artikelen 14 en 15 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

De aanvraag om machtiging tot vestiging ingediend op 09.01.2018

door O. S., F. (..)

geboren te Kitenge II op 29.03.1973

van Congolese (Dem. Rep.) nationaliteit,

is verworpen.

REDEN VAN DE BESLISSING:

- *aanvraag voorbarig :*

op het moment van de aanvraag machtiging tot vestiging, is betrokkene slechts in het bezit van een elektronische A kaart (tijdelijk verblijf) ofwel een verblijfstitel met tijdslimiet. Hij voldoet derhalve niet aan de voorwaarden gesteld in artikel 14 van de wet van 15.12.1980 om zich in het Rijk te kunnen vestigen.”

2. Onderzoek van het beroep

2.1. In een enig middel betoogt de verzoekende partij als volgt:

“Moyen unique pris

- *de la violation de l'article 15bis et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et*
- *de la violation de l'article 29§2 de l'AR du 8 octobre 1981*
- *de la violation des articles 1 à 5 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et*
- *de la violation des articles 10 et de la Constitution*
- *de la violation des principes de bonne administration (de sécurité juridique)*
- *de l'erreur manifeste d'appréciation,*
- *du défaut de motivation*

En vertu de ces dispositions, un acte administratif est illégal, s'il n'est pas formellement motivé ou s'il ne contient pas de motifs de fond pertinents, établis et admissibles ;

EN CE QUE:

La décision querellée est jointe à la présente afin que Votre Conseil puisse en prendre connaissance

ALORS QUE

I ATTENDU QUE l'article 15bis de la loi du 15 décembre 1980 stipule que « Sauf si des raisons d'ordre public ou de sécurité nationale s'y opposent, le statut de résident de longue durée doit être accordé à l'étranger non citoyen de l'Union européenne qui répond aux conditions fixées au §3 et qui justifie d'un séjour légal et ininterrompu dans le Royaume au cours des cinq ans qui précèdent immédiatement la demande d'acquisition du statut de résident de longue durée.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas à l'étranger qui :

1° est autorisé à séjourner dans le Royaume pour faire des études ou suivre une formation professionnelle ;

2° est autorisé à séjourner dans le Royaume en vertu d'une protection temporaire ou qui a demandé une autorisation de séjour à ce titre et qui attend une décision sur le statut ;

3° est autorisé à séjourner dans le Royaume en vertu d'une forme de protection autre que la protection internationale on qui a demandé une autorisation de séjour à ce titre et qui attend une décision sur le statut ;

4° a demandé une protection internationale et dont la demande n'a pas encore fait l'objet d'une décision définitive ;

5° séjourne dans le Royaume exclusivement pour des motifs à caractère temporaire ;

6° a un statut juridique régi par les dispositions de la Convention de Vienne du 18 avril 1961 sur les relations diplomatiques, de la Convention de Vienne du 24 avril 1963 sur les relations consulaires, de la Convention de New York du 8 décembre 1969 sur les missions spéciales ou de la Convention de Vienne du 14 mars 1975 sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales de caractère universel.

Que l'article 29§2 de l'Arrêté royal du 8 octobre 1981 « La demande d'acquisition du statut de résident de longue durée est introduite auprès du bourgmestre du lieu de la résidence ou de son délégué au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 16. Lors de l'introduction de cette demande, l'étranger doit en outre apporter les preuves attestant de la réunion des conditions fixées à l'article 15bis, §3, de la loi.

Si l'étranger possède un titre de séjour ou d'établissement valable et si, lorsque son identité n'est pas établie, il produit un passeport national valable, le bourgmestre ou son délégué lui remet un accusé de réception conforme au modèle figurant à l'annexe 16bis. Le bourgmestre ou son délégué transmet une copie de ce document au délégué du ministre.

Si l'étranger ne possède pas de titre de séjour ou d'établissement valable ou s'il ne produit pas un passeport national valable lorsqu'il est requis conformément à l'alinéa 2, le bourgmestre ou son délégué décide de ne pas prendre la demande en considération au moyen d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 16ter. Le bourgmestre ou son délégué transmet une copie de ce document au délégué du ministre.

Que depuis la loi du 19 mars 2014 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, précise en son article 9 de manière limitative, les étrangers exclus de manière exhaustive du bénéfice du statut de « résident de longue durée en Belgique » :

L'étranger qui au moment de la demande

- séjourne en Belgique pour faire des études ou suivre une formation professionnelle
- a introduit une demande d'asile qui n'a pas encore fait l'objet d'une décision définitive
- séjourne en Belgique pour des motifs à caractère strictement temporaire (jeune au pair, travailleur saisonnier, travailleur détaché)

Que partant, les étrangers autorisés au séjour pour le travail, pour un regroupement familial, pur raisons médicales, pour circonstances exceptionnelles au moment de la demande, sont admis à introduire une demande d'autorisation de séjour sur pied de l'article 15 bis de la loi du 15 décembre 1980 ;

Qu'en effet, s'il n'est pas contesté que la Directive 2003/109/CE relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée exclut de son champ d'application les cas dans lesquels le permis de séjour est formellement limité, il n'en demeure pas moins que depuis l'arrêt Singh c/Pays-Bas du 18 octobre 2012 de la Cour de Justice de l'Union européenne, cette exclusion n'est pas d'application si la limitation formelle du titre de séjour n'empêche pas l'installation durable de l'étranger concerné, en particulier si le titre en question est renouvelable par périodes successives pour une durée au delà de cinq ans ;

Qu'ainsi en adoptant la loi du 19 mars 2014 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, le législateur précise que « l'article 9 adapte la rédaction de l'article 15bis de la loi du 15 décembre 1980 afin de tenir compte de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, ainsi que de la directive 2003/109 du Conseil du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée. Cette disposition n'appelle aucune remarque. » (Ch. Repr. Doc 53 32 39/001 p 12);

Qu'il ressort clairement des critiques formulées envers ce projet de loi que le statut de résident de longue durée n'est plus limité à l'étranger disposant d'un séjour illimité en Belgique ;

Qu'en effet: « La première critique concerne l'extétition du statut de résident de longue durée, en particulier en ce qu'elle prévoit que le demandeur ne doit plus disposer d'un droit de séjour d'une durée illimitée pour demander ce statut. Il n'est pas possible de prévoir des mesures restrictives en la matière. Cela constitue une atteinte à la souveraineté nationale des États membres. » (Ch. Repr. Doc 53 32 39/001 p 8);

Qu'en l'espèce, l'intéressé dispose au moment de l'introduction de sa demande d'un séjour professionnel en tant qu'enseignant nommé depuis le 25 avril 2017 pour une école dans laquelle il preste depuis plus de sept ans ;

Que partant la décision querellée est prise en violation de l'article 15 bis de la loi du 15 décembre 1980 et de l'article 29§2 de l'AR du 8 octobre 1981 ;

2. ATTENDU QU'EN l'espèce le requérant de manière ininterrompue en réside en Belgique depuis dix ans dont huit sous couvert d'un séjour étudiant et deux de séjour professionnel;

Qu'à cet égard, l'article 15 bis §2 stipule que « Pour le calcul du séjour de cinq ans visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, il n'est pas tenu compte de la ou des périodes visées au § 1^{er}, alinéa 2, 5^o et 6^o.

La ou les périodes visées au § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, sont prises en compte pour moitié »

Qu'en outre, l'intéressé qui n'a jamais représenté un risque d'atteinte à l'ordre public ou à la sécurité nationale, a produit un passeport national valable et la preuve qu'il dispose d'une assurance santé, et qu'il dispose d'un des revenus stables, réguliers et suffisants Disposer pour subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille ;

Qu'en effet, l'intéressé qui perçoit au moins un salaire mensuel net de 2.5550 euros, a quatre personnes à charge dans son ménage de sorte qu'il remplit les conditions de ressources telles que prévues dans l'Arrêté Royal du 22 juillet 2008 fixant certaines modalités d'exécution de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ses articles 3 et 4 : «L'étranger qui introduit une demande d'octroi du statut de résident de longue durée doit apporter la

preuve qu'il dispose d'un revenu mensuel correspondant au minimum aux montants suivants: - pour lui-même: 684 euros; - pour toute personne à sa charge: 228 euros.

Les montants fixés à l'article 3 sont rattachés à l'indice des prix à la consommation du Royaume, 106,53 (base 2004 = 100). » ;

Que « L'a motivation exigée consiste en l'indication, dans l'acte, des considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision.

Elle doit être adéquate. »

Qu'à cet égard, Le contrôle juridictionnel de la motivation d'un acte qui doit être motivé en la forme ne porte pas seulement sur l'existence d'une motivation; la motivation doit être adéquate et le contrôle s'étend à cette adéquation, c'est-à-dire à l'exactitude, l'admissibilité et la pertinence des motifs (CE, 2 juin 2003, n° 120.10, CE, 5 avril 2002, n° 105.385) ;

Qu'il convient de relever en l'espèce que la décision querellée est stéréotypée et n'est pas motivée en droit.

Que l'intéressé ne comprend pas la décision querellée d'autant que sa commune de résidence avait déjà mentionné la délivrance de sa carte B pour le 6 juin 2018 ;

Qu'en outre l'intéressé se trouve dans une situation identique à celle des nombreux étrangers dans une situation identique à la sienne et qui ont obtenu un statut de résident de longue durée en Belgique (S.P. 6.016.974);

Que l'intéressé ne comprend dès lors pas la discrimination dont il fait l'objet, de sorte que les principes d'égalité (article 10 et 11 de la Constitution) et de bonne administration (sécurité juridique, devoir de proportionnalité) ont été violés en l'espèce ;

Que partant, eu égard à la qualité du titre de séjour de l'intéressé, la durée de sa résidence en Belgique, son intégration socioprofessionnelle, l'exercice d'un métier en pénurie de main d'oeuvre dans le cadre d'un contrat de travail « à durée indéterminée » lui procurant des revenus stables et suffisants constituent des circonstances propres à l'intéressé, justifiant l'octroi d'un séjour de résident de longue durée en Belgique ;

Que partant, le moyen est sérieux.”

2.2. De in de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen neergelegde uitdrukkelijke motiveringsplicht heeft tot doel de bestuurde, zelfs wanneer een beslissing niet is aangevochten, in kennis te stellen van de redenen waarom de administratieve overheid ze heeft genomen, zodat kan worden beoordeeld of er aanleiding toe bestaat de beroepen in te stellen waarover hij beschikt. De artikelen 2 en 3 van de genoemde wet van 29 juli 1991 verplichten de overheid ertoe in de akte de juridische en feitelijke overwegingen op te nemen die aan de beslissing ten grondslag liggen en dit op een "afdoende" wijze. Het begrip "afdoende" impliceert dat de opgelegde motivering in rechte en in feite evenredig moet zijn aan het gewicht van de genomen beslissing. Hetzelfde geldt voor de aangevoerde schending van artikel 62 van de vreemdelingenwet.

De voorziene motivering stelt verzoekende partij in staat kennis te nemen van de redenen die aan de bestreden beslissing ten grondslag liggen. Verzoekende partij kent deze motieven ook, nu zij deze aan een inhoudelijk onderzoek onderwerpt in een middel. Verzoekende partij kan voorts ook geenszins gevolgd worden in haar betoog dat de gegeven motivering stereotiep is nu uit eenvoudige lezing ervan duidelijk blijkt dat deze betrekking heeft op het geval van verzoekende partij. Bovendien, zelfs indien de beslissing een voorbeeld zou zijn van een stereotiepe motivering, quod non in casu, dan nog blijkt daaruit niet dat de beslissing niet afdoende zou gemotiveerd zijn.

Er is aldus voldaan aan het doel van de formele motiveringsplicht.

2.3. Uit het administratief dossier blijkt dat verzoekende partij op 9 januari 2018 een aanvraag om machtiging tot vestiging heeft ingediend overeenkomstig de bepalingen van artikel 29 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (hierna: het vreemdelingenbesluit).

Artikel 29, §1 van voormeld besluit luidt:

“§ 1.

De aanvraag voor een machtiging tot vestiging wordt bij de burgemeester van de verblijfplaats of bij zijn gemachtigde ingediend door middel van een document overeenkomstig het model van bijlage 16.

Indien de vreemdeling voldoet aan de voorwaarde van artikel 14, tweede lid, van de wet en indien hij, als zijn identiteit niet is vastgesteld, een geldig nationaal paspoort voorlegt, geeft de burgemeester of zijn gemachtigde hem een ontvangstbewijs overeenkomstig het model van bijlage 16bis. De

burgemeester of zijn gemachtigde maakt een kopie van dit document over aan de gemachtigde van de minister.

Indien de vreemdeling niet voldoet aan de voorwaarde van artikel 14, tweede lid, van de wet of indien hij geen geldig nationaal paspoort voorlegt wanneer dit vereist is overeenkomstig het tweede lid, beslist de burgemeester of zijn gemachtigde om de aanvraag niet in overweging te nemen door middel van een document overeenkomstig het model van bijlage 16ter. De burgemeester of zijn gemachtigde maakt een kopie van dit document over aan de gemachtigde van de minister.”

Zoals de verwerende partij ook terecht komt te stellen in de nota met opmerkingen heeft de verzoekende partij een aanvraag om machtiging tot vestiging gedaan en geenszins een aanvraag tot het bekomen van de status van langdurig ingezetene. Derhalve zijn de relevante wettelijke bepalingen ter zake de artikelen 14 en 15 van de vreemdelingenwet en niet, zoals de verzoekende partij onterecht voorhoudt, artikel 15bis van de vreemdelingenwet.

Artikel 14 van de vreemdelingenwet luidt:

“Om zich in het Rijk te vestigen moet de vreemdeling daartoe gemachtigd worden door de Minister of zijn gemachtigde.

Deze machtiging mag slechts gegeven worden aan de vreemdeling die toegelaten of gemachtigd is tot een verblijf van meer dan drie maanden in het Rijk, voorzover deze toelating of machtiging geen tijdslimiet voorziet, ingevolge deze wet of ingevolge de bijzondere omstandigheden eigen aan de betrokkene of ingevolge de aard of de duur van zijn activiteiten in België.”

Artikel 15 van de vreemdelingenwet luidt:

“Onverminderd meer voordelige bepalingen vervat in een internationaal verdrag en behoudens wanneer de vreemdeling die erom verzoekt zich in één der in artikel 3, eerste lid, 5° tot 8° voorziene gevallen bevindt, moet de machtiging tot vestiging verleend worden aan:

1° de in artikel 10, § 1, eerste lid, 4° tot 7°, bedoelde familieleden van een vreemdeling die gemachtigd is om zich in het Rijk te vestigen of diens familieleden op wie artikel 10, § 1, eerste lid, 1°, van toepassing is, voorzover deze, wat de echtgenoot of de partner betreft, samenleeft met die vreemdeling; 2° de vreemdeling die bewijst dat hij gedurende vijf jaar regelmatig en ononderbroken in het Rijk heeft verbleven.

De minister of diens gemachtigde kan controles verrichten of laten verrichten om na te gaan of de vreemdeling voldoet aan de gestelde voorwaarden. Hij kan op elk moment specifieke controles verrichten of laten verrichten in geval van gegronde vermoedens dat het huwelijk, het partnerschap of de adoptie tot stand is gekomen om voor de betrokken persoon toegang tot of verblijf in het Rijk te bekomen.”

Zoals duidelijk blijkt vereist artikel 14 van de vreemdelingenwet van de vreemdeling die om een machtiging tot vestiging verzoekt, dat hij toegelaten of gemachtigd is tot een verblijf van meer dan drie maanden zonder tijdslimiet. Verzoekende partij betwist niet dat zij op het moment van haar aanvraag slechts in bezit was van een verblijfstitel met tijdslimiet. Derhalve heeft de verwerende partij conform de ter zake geldende wettelijke bepalingen correct geoordeeld dat de aanvraag moet worden verworpen.

2.4. Het ganse betoog over artikel 15bis van de vreemdelingenwet en artikel 29, §2 van het vreemdelingenbesluit, die betrekking hebben op de aanvraag tot het verkrijgen van de status van langdurig ingezetene is in casu niet relevant.

2.5. De Raad wijst er verder op dat er slechts sprake kan zijn van een schending van het gelijkheidsbeginsel indien verzoekende partij met feitelijke en concrete gegevens aantoont dat gelijke gevallen ongelijk werden behandeld of ongelijke gevallen gelijk werden behandeld. Waar zij verwijst naar de situatie van langdurig ingezetene toont zij geenszins aan dat haar geval daaraan gelijk is.

2.6. Het rechtszekerheidsbeginsel, dat de verzoekende partij ook geschonden acht, is een uit de rechtsstaat voortvloeiend beginsel dat inhoudt dat het recht voorzienbaar en toegankelijk dient te zijn zodat de rechtssubjecten in staat zijn de rechtsgevolgen van hun handelingen op voorhand in te schatten, en dat die rechtssubjecten moeten kunnen vertrouwen op een zekere standvastigheid bij het bestuur (RVS 11 januari 2007, nr. 166.563; I. OPDEBEEK en M. VAN DAMME (eds.), Beginselen van behoorlijk bestuur, Brugge, die Keure, 2006, 315-349). Verzoekende partij toont met haar betoog geen schending van het rechtszekerheidsbeginsel aan.

2.7. Het enig middel is, in de mate dat het ontvankelijk is, ongegrond.

3. Korte debatten

De verzoekende partij heeft geen gegrond middel dat tot de nietigverklaring van de bestreden beslissing kan leiden aangevoerd. Aangezien er grond is om toepassing te maken van artikel 36 van het koninklijk besluit van 21 december 2006 houdende de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, wordt de vordering tot schorsing, als accessorium van het beroep tot nietigverklaring, samen met het beroep tot nietigverklaring verworpen.

4. Kosten

Gelet op het voorgaande past het de kosten van het beroep ten laste te leggen van de verzoekende partij.

OM DIE REDENEN BESLUIT DE RAAD VOOR VREEMDELINGENBETWISTINGEN:

Artikel 1

De vordering tot schorsing en het beroep tot nietigverklaring worden verworpen.

Artikel 2

De kosten van het beroep, begroot op 186 euro, komen ten laste van de verzoekende partij.

Aldus te Brussel uitgesproken in openbare terechtzitting op twintig september tweeduizend achttien door:

mevr. S. DE MUYLDER,

wnd. voorzitter, rechter in vreemdelingenzaken.

mevr. K. VERHEYDEN,

griffier.

De griffier,

De voorzitter,

K. VERHEYDEN

S. DE MUYLDER